BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

e-mail : boadsiege@boad.org

SIXIEME CONFERENCE ECONOMIQUE AFRICAINE : « ECONOMIE VERTE ET TRANSFORMATION STRUCTURELLE »
DU 25 AU 28 OCTOBRE 2011-ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

CROISSANCE VERTE ET FINANCEMENT DU CLIMAT

RESUME

INTRODUCTION

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), créée depuis 1973, a pour mission fondamentale de promouvoir le développement équilibré et de réaliser l'intégration économique des Etats membres de l'UEMOA. Les concours de la Banque ont soutenu la réalisation de projets de développement dans les domaines (i) de la mise en valeur des potentialités agricoles, (ii) de l'amélioration du cadre de vie des populations, (iii) du renforcement des systèmes de distribution d'eau, (iv) de l'amélioration des infrastructures d'énergie, de transport, de communication et télécommunication, et (v) du renforcement du système financier de l'Union.

Ces dernières années, les Etats de l'UEMOA, comme les autres pays de l'Afrique, sont de plus en plus confrontés aux conséquences des changements climatiques avec des impacts économiques et sociaux énormes. Ces événements climatiques mettent en exergue une vulnérabilité qui est exacerbée par un modèle classique de développement économique et social inadéquat qui aggrave la pauvreté, la dégradation des écosystèmes, limite l'accès aux investissements, aux marchés, aux infrastructures et aux technologies, etc.

Au regard des enjeux liés aux questions de développement dans le contexte des changements climatiques, les investissements d'institutions financières comme la BOAD dans le développement devraient viser à apporter un appui ciblé à des secteurs économiques clés pour soutenir une croissance durable.

1. ENJEUX

L'Afrique est à l'origine de 4% seulement des émissions de gaz à effet de serre (GES). Cependant, elle est soumise à plus de chocs que les autres continents. En effet, d'après le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'Afrique est le continent le plus exposé aux effets du changement et de la variabilité climatiques.

En Afrique de l'ouest par exemple, les enjeux des changements climatiques sont liés aux importantes variations des précipitations, à une augmentation de la température de 1,5 fois supérieure qu'au niveau mondial, aux conséquences économiques et sociales non maîtrisées des inondations, de la dégradation des sols, des pertes écologiques, de l'élévation du niveau de la mer, de l'érosion côtière, etc.

Ces défis récurrents, auxquels font face toutes les économies africaines, deviennent chaque année plus évidents, tout comme la nécessité de relancer la croissance, vaincre la pauvreté et créer des emplois décents. L'enjeu pour l'Afrique qui se veut prospère, est de bâtir une résilience aux différents chocs dont ceux relatifs aux changements climatiques basée sur un changement de modèle de développement avec des mécanismes de financement adaptés, des technologies appropriés pour asseoir définitivement un développement économique et social durable.

2. INTERVENTION DE LA BOAD DANS LE FINANCEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT

La BOAD pour sa part, pour mieux appuyer les efforts de développement de ses Etats membres, s'est dotée d'un plan stratégique 2009-2013 qui prend en compte les préoccupations environnementales, notamment celles liées aux changements climatiques. A l'instar des autres institutions financières internationales, elle s'est dotée de Procédures Environnementales et Sociales qui sont appliquées au cycle de tout projet soumis à son financement. Au regard des enjeux liés aux dérèglements climatiques et à ses conséquences néfastes, la Banque s'est engagée à promouvoir des projets environnementaux en l'occurrence ceux relatifs à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques et à mettre en œuvre une stratégie de mobilisation de ressources appropriées.

Dans cette veine, l'"Initiative Carbone de la BOAD" a été créée avec essentiellement pour objet : de promouvoir des projets dans le domaine du climat, afin de tirer le maximum d'avantages résultant des transferts de technologies plus propres et plus efficaces, et de faire bénéficier aux économies des Etats membres de ressources financières provenant de la finance climat. Les actions de ladite Initiative ont permis entre autres à la Banque d'être accréditée en tant qu'Entité Régionale d'Implémentation du Fonds d'adaptation aux changements climatiques dont les ressources peuvent être mobilisées sous forme de dons pour financer des projets d'adaptation.

68 av de la Libération, B P 1172 Lomé, Togo Tél. : +228 221 59 06 Fax : +228 221 52 67 www.boad.org

En guise d'exemple de contribution des investissements de la Banque à la promotion d'une croissance verte durable à travers la lutte contre les changements climatiques, un projet de construction d'une unité de récupération et de torchage de biogaz de la décharge d'Akouédo (Abidjan) en Côte d'Ivoire d'un coût de 8 171 000 000 FCFA a été financé à hauteur de 3 800 000FCFA par la Banque. Ledit projet permet, outre ses bénéfices environnementaux et sociaux, de créer environ 200 emplois directs en période de croisière ainsi que plus de 500 emplois indirects, et de générer des revenus de 3 500 000 000 FCFA par an. La Banque, en sa qualité d'Entité d'implémentation du Fonds d'adaptation est en train d'instruire trois projets qui lui permettront de mobiliser 25 millions USD au profit de la Guinée Bissau, du Niger et du Togo et de procéder à des cofinancement desdits projets à hauteur de 50 millions USD environ dans les secteurs de l'énergie, des forêts et de l'eau. Par ailleurs, dans la mise en œuvre de l'opération appelée « Facilité du Sahel », la BOAD a déjà évalué un projet d'adaptation aux changements climatiques au Niger « projet d'aménagement de 1200 ha de la tranche d'urgence du Programme Kandadji » et a identifié trois autres au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

Tous ces efforts de la Banque permettront de générer des emplois durables et de faire face aux conséquences des dérèglements climatiques.

3. DIFFICULTES-CONTRAINTES

S'agissant de la réadaptation des modèles économiques et sociaux classiques aux chocs climatiques, les Etats sont limités notamment par : (i) le manque de données climatiques fiables, utiles et pratiques ; (ii) la faiblesse des capacités institutionnelles et techniques permettant de gérer efficacement les risques et de s'adapter au changement climatique ; (iii) les contraintes financières ; (iv) l'insuffisance de technologies adaptées ; (v) l'inadéquation du cadre légal et réglementaire ; (vi) l'insuffisance de ressources financières pour soutenir les projets dans les différents secteurs porteurs.

4. OPTIONS POLITIQUES POUR L'AFRIQUE

Pour faire face aux changements climatiques, l'Afrique doit adopter une démarche vers une croissance durable sans avoir à reproduire les modèles du monde industrialisé. Au regard des défis qui s'imposent à elle, la vision que propose la BOAD pour cette démarche peut se résumer en deux grands principaux axes à savoir : (i) l'intégration des réponses aux changements climatiques dans le processus de développement économique et social des Etats et (ii) le renforcement des capacités d'intervention des parties prenantes nationales et communautaires dans la lutte contre les changements climatiques.

Dans ce contexte, les options de relance économique devront soutenir les investissements relatifs à l'efficacité énergétique, à la promotion des énergies renouvelables (énergie solaire, hydroélectricité, bioénergie, énergie domestique, etc.), à la gestion des déchets, à la gestion des eaux et des terres (zones humides), à l'agriculture, à la foresterie etc. Ces investissements seront ainsi créateurs d'emplois et permettront de soutenir une croissance durable.

CONCLUSION

La croissance verte, gage d'un développement durable, implique un nouveau mode de pensée pour les Etats, rejetant les théories économiques et les modes de vie de l'ère industrielle pour emprunter une nouvelle voie qui satisfasse aux besoins de croissance économique soutenable, de responsabilité sociale, et de préservation de l'environnement.

La Banque Ouest Africaine de Développement ambitionne de jouer un rôle clé dans cette nouvelle dynamique conformément à sa mission de promotion d'un développement intégré des Etats membres de l'UEMOA. Dans cette veine, elle œuvre à renforcer ses actions dans le financement innovant de projets climat (atténuation, adaptation, promotion de technologie verte, mobilisation de ressources financières, renforcement de capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes) en collaboration avec ses divers partenaires.

Les institutions financières et les Etats africains s'assureraient un avenir économique et social durable en encourageant l'investissement dans le climat. C'est là un des défis majeurs qu'impose l'économie verte.